

## Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

### *Observatoire local du tissu commercial – Offre de prestation*

projet vu pour être annexé à la décision du Bureau n° 2020-019 DB  
du 20 février 2020

Le Président de la CA Saumur Val de Loire,



  
Jean-Michel MARCHAND

## I. Contexte

Considérant que l'aménagement commercial est un enjeu important pour leur territoire et dans le but de définir une politique locale du commerce, les élus de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaitent se doter d'un outil d'observation locale du commerce.

## II. Objectifs

L'observatoire local du commerce permettra de suivre et d'analyser les dynamiques du tissu commercial au sein du périmètre de l'EPCI à partir d'indicateurs annuels. Cette connaissance fine alimentera la réflexion des élus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie propose de mobiliser les données dont elle dispose, mettre en œuvre un plan d'action pour rechercher des données complémentaires et mettre à profit son expertise avec pour objectif de :

- fournir des informations quantitatives et qualitatives relatives à l'appareil commercial de manière régulière (annuelle),
- accompagner la collectivité dans ses réflexions sur le commerce de demain

## III. Méthodologie et indicateurs

L'intervention de la CCI visera à mettre à jour chaque année les données liées :

- aux secteurs d'activités (nomenclature CCI),
- aux surfaces commerciales occupées et aménagées,
- à l'âge des dirigeants
- à l'estimation de l'effectif
- aux créations et radiations annuelles
- aux nombres d'établissements Café-Hôtel-Restaurant (CHR)

Par ailleurs, la CCI propose de compléter cette 1ère série d'indicateurs par le recensement une fois par an des cellules vacantes sur les principales polarités du territoire à savoir Saumur, Montreuil-Bellay, Doué-en-Anjou, Gennes Val de Loire, Longué-Jumelles, Allonnes et Vernantes-Vernoil.

Ces indicateurs permettront d'apporter des éléments d'analyse sur la dynamique de l'offre commerciale à l'échelle territoriale, déclinés à l'échelle des communes, des secteurs d'implantation périphérique et des centralités. Ils permettront de croiser l'activité commerciale et la localisation des établissements et de mesurer les évolutions, la vitalité des cœurs de ville et des secteurs commerciaux périphériques.



Deux modules sont proposés : un module de base impliquant l'observation des mouvements puis, un second module, optionnel, portant sur la vacance commerciale.

### **A. Module 1 - Observation des implantations des commerces**

Ce premier module est relatif aux mouvements des points de vente (ainsi que les cafés, hôtels et restaurants).

Dans ce cadre, deux sources seront mobilisées afin de collecter les données annuellement, correspondant à l'année civile :

- Mise à jour de l'observatoire du commerce sur le territoire de la Communauté d'Agglomération à partir des enregistrements des mouvements (créations, cessions, cessations) et actualisation d'informations telles que le secteur d'activité (cf. annexe), le nombre d'emplois (si donnée existante) et la surface commerciale.
- Enquête auprès des nouveaux professionnels afin de collecter les données de leur établissement :
  - La surface plancher du local
  - La surface de vente du local
  - Le nombre d'emplois

Ces données, leur évolution et leur analyse seront mises à disposition de la collectivité sous forme d'indicateurs agrégés et représentés spatialement.

*Livrable : rapport d'analyse et couche SIG*

### **B. Module 2 – Observation de la vacance commerciale**

Concernant la seconde partie, il s'agira essentiellement d'une enquête de terrain au cœur des sept principales polarités du territoire et de la représentation spatiale de ces données.

Les établissements et les locaux vacants seront géolocalisés.

*Livrable : rapport d'analyse et couche SIG*

**Dans le cadre de ce projet une restitution sera organisée en collaboration avec les commanditaires. La date sera définie ultérieurement.**



## IV. Estimation budgétaire

### A. Montant de la prestation

Réunion de lancement	-
<b>Module 1 - Observation des implantations des commerces</b>	
Collecte, traitement des données et analyse	3 175 €
Couches SIG	275 €
<b>Module 2 – Observation de la vacance commerciale</b>	
Collecte, traitement des données et analyse	2 750 €
Couche SIG	275 €
Réunion de restitution	
Montant total HT module 1	3 450 €
<b>Montant total TTC module 1</b>	<b>4 140 €</b>
Montant total HT module 2	3 025 €
<b>Montant total TTC module 2</b>	<b>3 630 €</b>
Montant total HT module 1 + module 2	6 475 €
<b>Montant total TTC module 1 + module 2</b>	<b>7 770 €</b>

### B. Condition de règlement

La facture sera adressée à la fin de la prestation. Le paiement s'effectuera dans un délai de 30 jours à réception de facture, par tout moyen à la convenance du client.

### C. Validité de l'offre

Offre valable deux mois à compter du 1<sup>er</sup> Février 2020.

## V. Conditions particulières

La CCI49 peut être amenée à citer le nom (terme générique désignant entre autres la dénomination sociale, le nom commercial, l'enseigne ou le sigle) de ses clients dans certains supports de communication.

L'entité déclare autoriser ou ne pas autoriser\*, la CCI49 à utiliser son nom dans ce contexte.

\*Rayer la mention inutile (par défaut, la CCI49 sera autorisée à utiliser le nom de l'entreprise).



**Bon pour accord**

**Entité bénéficiaire :**

Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire

OBSERVATOIRE DU COMMERCE ET DE LA VACANCE COMMERCIALE	
COÛT TOTAL HT	
COÛT TOTAL TTC (TVA à 20%)	

**Fait en 2 exemplaires**

**Pour la CCI de Maine-et-Loire,**

**Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_**

**Eric GRELIER**

**Président**

**Pour le Client**

**Bon pour accord, le : \_\_\_\_\_**

**Jean-Michel Marchand**

**Président**

**Signature et cachet de l'entité\***

*\* Par sa signature, le client accepte les conditions définies dans la présente convention et reconnaît avoir également pris connaissance des conditions générales de vente ci-jointes et les accepte sans réserve comme régissant la présente convention.*

Merci de nous faire parvenir un original signé à :

**CCI de Maine-et-Loire**

A l'attention de Pascal RANCHOUX

8 bd du Roi René

CS 60626 – 49006 ANGERS CEDEX 03



**CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE**



## CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET DE REALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICES PAR LA CCIT 49

### ARTICLE 1 - APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES DE VENTE ("CGV")

Le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve du CLIENT aux présentes CGV, qui peuvent être complétées et/ou modifiées par des conditions particulières définies dans la convention d'accompagnement par la CCIT 49.

Sauf dérogation expresse et écrite émanant de la CCIT 49, les présentes CGV prévalent sur toute autre condition stipulée par le CLIENT, notamment dans ses conditions générales d'achat, quel que soit le moment où cette condition est portée à la connaissance de la CCIT 49, et même si la CCIT 49 n'exprime pas son désaccord.

Les dérogations acceptées par la CCIT 49 à l'occasion d'une commande n'engagent la CCIT 49 que pour cette commande. Aucun défaut ou retard d'application des présentes CGV ne peut être interprété comme impliquant renonciation de la CCIT 49 à se prévaloir desdites CGV.

### ARTICLE 2 - FORMATION DU CONTRAT

Le contrat n'est formé qu'au moment de la confirmation écrite de la commande par le client. Le client ne peut pas apporter de modifications à sa commande initiale sans l'accord préalable et écrit de la CCIT 49.

### ARTICLE 3 - PRIX

Les prix sont termes et mentionnés dans la convention d'accompagnement.

Ces prix s'entendent majorés de la TVA.

Le prix des prestations de services est valable pendant la durée indiquée sur la convention d'accompagnement.

Le prix de chaque prestation de services intègre les frais, liés à la réalisation de ladite prestation, tels que mentionnés dans la proposition faite par la CCIT 49 au CLIENT. Tout engagement de frais supplémentaires sera soumis à l'accord préalable et écrit du CLIENT, et facturé en sus.

### ARTICLE 4 - PAIEMENT

La facture est établie en fin de prestation, sauf dispositions contraires inscrites dans la convention d'accompagnement. Le règlement doit être effectué dans un délai de 30 jours à réception de facture et sans escompte par tout moyen à la convenance du CLIENT.

Les factures impayées à l'échéance seront de plein droit et sans mise en demeure majorées des intérêts de retard au taux d'une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur.

### ARTICLE 5 - DELAIS DE LIVRAISON OU DE REALISATION

Les délais de livraison des prestations sont précisés au plus tard lorsque la CCIT 49 accepte la commande.

Les délais de réalisation des prestations de services sont donnés à titre indicatif dans la proposition faite au CLIENT. La CCIT 49 s'engage à les respecter au mieux, mais elle est notamment tributaire de la disponibilité des informations et/ou des interlocuteurs pouvant être indispensables à l'exécution de la prestation.

### ARTICLE 6 - MODALITES DE REALISATION DES PRESTATIONS

La CCIT 49 est seul juge des différents moyens qu'elle met en œuvre pour la réalisation de ses prestations. Pour permettre la bonne exécution des prestations, le CLIENT s'engage à mettre à la disposition de la CCIT 49 toutes les informations et tous les documents utiles à l'appréciation précise par la CCIT 49 du besoin du CLIENT.

### ARTICLE 7 - RESPONSABILITE

La CCIT 49 s'engage à exécuter ses obligations avec soin et diligence et à mettre en œuvre les meilleurs moyens à sa disposition.

Il est expressément convenu que l'obligation à la charge de la CCIT 49 est une obligation de moyen. Le CLIENT reconnaît en

outre que les recherches d'informations, même menées avec les meilleurs soins, ne peuvent prétendre à l'exhaustivité.

Si la responsabilité de la CCIT 49 était retenue dans l'exécution d'une commande, le CLIENT ne pourrait pas prétendre à un dédommagement supérieur aux sommes perçues par la CCIT 49 pour l'exécution de ladite commande.

Le CLIENT est seul responsable de l'usage qu'il fait des résultats des prestations effectuées par la CCIT 49.

### ARTICLE 8 - MODIFICATION - ANNULATION

Toute annulation de commande doit être communiquée par le CLIENT par écrit (courrier ou télécopie) au moins 10 jours avant le début de la prestation.

En cas d'annulation de commande moins de 10 jours ouvrables avant le démarrage, la somme retenue sera à hauteur de 50 % du coût total de la commande.

### ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

La CCIT 49 et le CLIENT s'engagent à prendre les mesures nécessaires, notamment vis-à-vis de leur personnel, pour que soient maintenues confidentielles les informations de toute nature qui leur sont communiquées comme telles par l'autre partie pendant l'exécution d'une prestation de services.

Le CLIENT s'engage à considérer comme confidentiels les documents, logiciels et méthodes, propriété de la CCIT 49, qui pourront être utilisés pour l'exécution d'une prestation de services.

### ARTICLE 10 - DROITS D'AUTEUR

La CCIT 49 fournit des documents et informations conformément aux dispositions en vigueur et aux limites que les auteurs ont pu fixer.

### ARTICLE 11 - DONNEES NOMINATIVES

Sauf opposition expresse du CLIENT, les données nominatives fournies par le CLIENT sont intégrées dans les bases d'information de la CCIT 49 ; elles peuvent également être intégrées dans les bases de données que la CCIT 49 met à disposition de tiers, notamment sur son site web.

Le CLIENT dispose à tout moment d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données nominatives le concernant. Pour exercer ce droit, il suffit d'adresser un courriel à la CCIT 49 [info@maineetloire.cci.fr](mailto:info@maineetloire.cci.fr)

### ARTICLE 12 - FORCE MAJEURE

Les engagements de la CCIT 49 cessent par suite de cas de force majeure : décisions ou actes des autorités publiques, troubles sociaux, grèves générales ou autres, émeutes, inondations, incendies, et, de façon générale, tout fait indépendant de la volonté de la CCIT 49 mettant obstacle à l'exécution de ses engagements.

### ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le droit français est seul applicable.

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

### ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES

Les présentes CGV sont valables pour l'année en cours. La CCIT 49 se réserve le droit de les modifier à tout moment et sans préavis.

Les présentes CGV sont divisibles.

La nullité éventuelle d'une de ces conditions n'affecte pas la validité des autres, à condition que la disposition annulée n'ait pas été considérée par les parties comme substantielle et déterminante et que l'équilibre général des accords contractuels soit sauvegardé. La CCIT 49 et le CLIENT devront si possible remplacer la disposition annulée par une disposition valable correspondant à l'esprit et à l'objet des accords contractuels. En cas de divergence entre les présentes CGV et les conditions particulières proposées par la CCIT 49, les conditions particulières prévaudront sur les présentes CGV.

